Non, le peuple n'est pas une masse brutale et ignorante

- Zone Franche -

Libération - 03/01/2011 - Par Jacques Rancière, Philosophe

Il ne se passe pas de jour où l'on n'entende dénoncer les risques du populisme. Il n'est pas pour autant facile de saisir ce que le mot désigne. Qu'est-ce qu'un populiste ? A travers tous les flottements du mot, le discours dominant semble le caractériser par trois traits essentiels : un style d'interlocution qui s'adresse directement au peuple par-delà ses représentants et ses notables ; l'affirmation que gouvernements et élites dirigeantes se soucient de leurs propres intérêts plus que de la chose publique ; une rhétorique identitaire qui exprime la crainte et le rejet des étrangers.

Il est clair pourtant qu'aucune nécessité ne lie ces trois traits. Qu'il existe une entité appelée peuple qui est la source du pouvoir et l'interlocuteur prioritaire du discours politique, c'est la conviction qui animait les orateurs républicains et socialistes d'antan. Il ne s'y lie aucune forme de sentiment raciste ou xénophobe. Que nos politiciens pensent à leur carrière plus qu'à l'avenir de leurs concitoyens et que nos gouvernants vivent en symbiose avec les représentants des grands intérêts financiers, il n'est besoin d'aucun démagogue pour le proclamer. La même presse qui dénonce les dérives « populistes » nous en fournit jour après jour les témoignages les plus détaillés. De leur côté, les chefs d'Etat et de gouvernement dits « populistes », comme Silvio Berlusconi ou Nicolas Sarkozy, se gardent bien de propager l'idée « populiste » que les élites sont corrompues. Le terme « populisme » ne sert pas à caractériser une force politique définie. Il ne désigne pas une idéologie ni même un style politique cohérent. Il sert simplement à dessiner l'image d'un certain peuple.

Car « le peuple » n'existe pas. Ce qui existe ce sont des figures diverses, voire antagoniques du peuple, des figures construites en privilégiant certains modes de rassemblement, certains traits distinctifs, certaines capacités ou incapacités. La notion de populisme construit un peuple caractérisé par l'alliage redoutable d'une capacité - la puissance brute du grand nombre - et d'une incapacité - l'ignorance attribuée à ce même grand nombre. Pour cela, le troisième trait, le racisme, est essentiel. Il s'agit de montrer à des démocrates toujours suspects d'« angélisme », ce qu'est en vérité le peuple profond : une meute habitée par une pulsion primaire de rejet qui vise en même temps les gouvernants qu'elle déclare traîtres, faute de comprendre la complexité des mécanismes politiques, et les étrangers qu'elle redoute par attachement atavique à un cadre de vie menacé par l'évolution démographique, économique et sociale. La notion de populisme remet en scène une image du peuple élaborée à la fin du XIXe siècle par des penseurs comme Hippolyte Taine et Gustave Le Bon, effrayés par la Commune de Paris et la montée du mouvement ouvrier : celle des foules ignorantes impressionnées par les mots sonores des « meneurs » et menées aux violences extrêmes par la circulation de rumeurs incontrôlées et de frayeurs contagieuses.

Ces déchaînements épidémiques de foules aveugles entraînées par des leaders charismatiques sont-ils vraiment à l'ordre du jour chez nous ? Quels que soient les griefs exprimés tous les jours à l'égard des immigrés et notamment des « jeunes des banlieues », ils ne se traduisent pas en manifestations populaires de masse. Ce qu'on appelle racisme aujourd'hui dans notre pays est essentiellement la conjonction de deux choses. Ce sont d'abord des formes de discrimination à l'embauche ou au logement qui s'exercent parfaitement dans des bureaux aseptisés. Ce sont ensuite des mesures d'Etat dont aucune n'a été la conséquence de mouvements de masse : restrictions à l'entrée du territoire, refus de donner des papiers à des gens qui travaillent, cotisent et paient des impôts en France depuis des années, restriction du droit du sol, double peine, lois contre le foulard et la burqa, taux imposés de reconduites à la frontière ou de démantèlements de campements de nomades. Ces mesures ont pour but essentiel de précariser une partie de la population quant à ses droits de travailleurs ou de citoyens, de constituer une population de travailleurs qui peuvent toujours être renvoyés chez eux et de Français qui ne sont pas assurés de le rester.

Ces mesures sont appuyées par une campagne idéologique, justifiant cette diminution de droits par l'évidence d'une non-appartenance aux traits caractérisant l'identité nationale. Mais ce ne sont pas les « populistes » du Front national qui ont déclenché cette campagne. Ce sont des intellectuels, de gauche dit-on, qui ont trouvé l'argument imparable : ces gens-là ne sont pas vraiment français puisqu'ils ne sont pas laïques.

Le récent « dérapage » de Marine Le Pen est à cet égard instructif. Il ne fait en effet que condenser en une image concrète une séquence discursive (musulman = islamiste = nazi) qui traîne un peu partout dans la prose dite républicaine. L'extrême droite « populiste » n'exprime pas une passion xénophobe spécifique émanant des profondeurs du corps populaire ; elle est un satellite qui monnaye à son profit les stratégies d'Etat et les campagnes intellectuelles distinguées. L'Etat entretient le sentiment permanent d'une insécurité qui mêle les risques de la crise et du chômage à ceux du verglas ou du formamide pour faire culminer le tout dans la menace suprême de l'islamiste terroriste. L'extrême droite met les couleurs de la chair et du sang sur le portrait standard dessiné par les mesures ministérielles et la prose des idéologues.

Ainsi ni les « populistes » ni le peuple mis en scène par les dénonciations rituelles du populisme ne répondent-ils vraiment à leur définition. Mais peu importe à ceux qui en agitent le fantôme. L'essentiel, pour eux, est d'amalgamer l'idée même du peuple démocratique à l'image de la foule dangereuse. Et d'en tirer la conclusion que nous devons nous en remettre à ceux qui nous gouvernent et que toute contestation de leur légitimité et de leur intégrité est la porte ouverte aux totalitarismes. « Mieux vaut une république bananière qu'une France fasciste », disait un des plus sinistres slogans antilepénistes d'avril 2002. Le battage actuel sur les dangers mortels du populisme vise à fonder en théorie l'idée que nous n'avons pas d'autre choix.